

VENDREDI 18 FEVRIER AU SENAT FRANÇAIS

La liberté de la presse algérienne en débat

Les libertés publiques et la liberté de la presse en Algérie, plus généralement au Maghreb, feront l'objet, le 18 février, d'une rencontre au Sénat français. Organisée conjointement par le collectif en France pour la liberté de la presse en Algérie, Reporters sans frontières et la sénatrice Alima Boumediene-Thierry, cette rencontre fait suite aux derniers réquisitoires et à la "pléiade de condamnations par le tribunal de Sidi M'hamed (25 janvier dernier) contre un certain nombre de journalistes et de titres. Selon Reporters sans frontières, "les récentes condamnations de journalistes à des peines de prison ferme ou avec sursis, les lourdes

amendes infligées à des publications et les menaces de suspension qui pèsent sur certains quotidiens" constituent une "véritable volonté de mise au pas de la presse en Algérie". Aussi, face à cette escalade dans "la tentative par la justice algérienne, avec l'acquiescement du gouvernement algérien, de faire taire la presse, les organisateurs demandent aux autorités une réforme du code pénal et notamment la dépenalisation des délits de presse et le rejet de la demande de suspension de six mois, requise contre Le Soir d'Algérie alors que le code de la presse ne prévoit pas de peine de suspension en cas de diffamation".



ROBERT MENARD, PRESIDENT DE RSF, AU "SOIR" :

"Qui peut encore croire à ce double discours ?"

Contacté par Le Soir, Robert Menard, président de RSF, nous situe le contexte de cette prochaine rencontre au Sénat.

Le Soir : En l'espace de quelques mois, c'est la deuxième rencontre que vous organisez à Paris, la première ayant porté sur la demande de libération de Ghoul et Benchicou (ce dernier étant malheureusement toujours emprisonné). Qu'est-ce qui justifie cette mobilisation ?

Robert Menard : C'est évidemment la

gravité de la situation et sa dégradation continue qui nous conduisent à cette deuxième rencontre.

Si en Tunisie, l'absence de liberté est un fait et au Maroc tout est entrepris pour entraver son expression, en Algérie l'espoir était permis mais aujourd'hui, la situation se durcit et les autorités algériennes et à leur tête, Bouteflika, veulent réduire en peau de chagrin l'espace de liberté acquis par la presse.

Nous tenons cette réunion ici, car il faut que tout le monde sache qu'aucun visa ne nous est accordé par les autorités algériennes.

Les autorités algériennes pourront-elles, selon vous, continuer à tenir longtemps ce discours de "la presse la plus libre du tiers-monde" pendant que des patrons de presse sont sous les verrous depuis des mois, d'autres menacés de l'être et un titre menacé de suspension, et ce, au mépris de toute disposition régissant la profession ?

C'est là la preuve de la schizophrénie des autorités. On ne peut pas se flatter du courant remuant et vivant de la presse algérienne ; ni sembler tolérer ou favoriser l'expression et en même temps instrumentaliser la justice pour museler cette expression. Qui peut encore croire à ce double discours ?

De notre bureau de Paris,
K. BABA-AHMED

Le Soir : Au-delà des actions que vous engagez ici, avez-vous entrepris, ou comptez-vous entreprendre d'autres et lesquelles ?

Nous avons décidé de sortir du tête-à-tête franco-algérien, pour demander l'arrêt de l'escalade contre les libertés d'opinion et de presse.

Nous sommes maintenant convaincus que notre indignation, notre révolte et notre dénonciation de toutes les entraves mises sur le chemin de la liberté de la presse doivent être portées au niveau européen et c'est à cela que nous nous attachons aujourd'hui.

K. B. A.

ABDELATIF BENACHENHOU

"La hausse de l'euro nous fait beaucoup de mal"

Les travaux de la troisième rencontre, ouverte hier à l'hôtel Sofitel à Alger, entre une délégation du Mouvement des entrepreneurs de France (MEDEF) et des opérateurs économiques algériens, ont été marqués par les appréciations négatives apportées par le ministre des Finances, M. Abdelatif Benachenhrou, sur le renchérissement de l'euro qui "a fait beaucoup de mal à notre pays".

En fait, le grand argentier du pays a mis en relief les inconvénients que l'appréciation de l'euro vis-à-vis du dollar, de l'ordre de 40%, entraîne en termes de remboursement de la dette et de rentrées financières liées aux exportations d'hydrocarbures libellées en dollars et qui représentent 98% de nos recettes.

Certes, le prix du baril a été en moyenne de 38,5 dollars en 2004 mais ce prix correspond en fait à 28 dollars soit le même niveau qu'en 2000 selon M. Benachenhrou, qui a relevé que "sur l'euro, l'Algérie n'a aucune prétention à influencer le système financier mondial".

Cela, et le ministre des Finances qui a invité les opérateurs français à investir davantage à apporter leur expertise et s'engager infiniment plus dans le processus de réformes économiques, de préciser que notre pays est endetté en euros vis-à-vis d'un certain nombre de pays et que "c'est un problème que nous poserons à nos amis européens". Une critique à laquelle le président du Comité Algérie de la branche internationale du MEDEF, M. Yves-Thibault de Silguy, a réagi en appelant notre pays à davantage libérer ses exportations en euros, s'interrogeant sur ce qui empêche l'Algérie de vendre plus en euros.

D'autre part, le ministre des Finances a affirmé qu'il n'y avait pas de problème de disponibilité du foncier industriel en Algérie mais plutôt "une mainmise d'entreprises publiques et privées sur le foncier". Un problème que le gouvernement allait "régler" selon M. Benachenhrou, qui a qualifié d'"inacceptable" la répartition actuelle du foncier industriel. Et une question qui préoccupe les

autorités algériennes à un point tel que "des directives fermes seront données aux entreprises ayant des terrains excédentaires pour qu'elles les restituent au domaine public".

A ce propos, citant le cas d'entreprises publiques qui disposent de 1380 hectares inexploités près d'Alger, M. Benachenhrou a mis en relief "le déstockage progressif" des terrains industriels et "la fluidité de l'accès à ces terrains", prônant "un foncier industriel à meilleur prix en tant que gage de réussite des affaires".

La question des procédures d'accès au foncier industriel qui a été au centre des interventions des opérateurs français et du débat sur les moyens d'une meilleure attractivité de l'Algérie par rapport aux investissements directs.

Cela même si le représentant du MEDEF avait estimé que les investissements directs français en Algérie sont appelés à progresser "grâce à la confiance qui s'installe avec ce partenaire". Tout en reconnaissant que les investissements français en Algérie "restent

encore faibles", M. de Silguy a estimé, ce faisant, que "le plus important pour le moment est la qualité des relations avec l'Algérie".

Soit, le renforcement du partenariat avec les entreprises algériennes devient "une nécessité" puisque l'Algérie se positionne actuellement comme "un partenaire privilégié" selon M. de Silguy. Cela étant, cette visite de 120 entrepreneurs regroupés au sein du MEDEF, et organisée en collaboration avec le Forum des chefs d'Entreprises (FCE), se veut l'occasion, durant deux jours, de discuter sur les possibilités de partenariat, évaluer le marché algérien, identifier les grands projets et opportunités d'investissements en Algérie, faire connaître les atouts de l'Hexagone, établir des contacts avec les autorités algériennes, contracter des relations d'affaires et identifier des partenaires potentiels.

Le thème "L'Algérie en 2005 : projets et partenariats pour les entreprises françaises" avait été retenu pour la troisième édition de ce genre de rencontres d'affaires.

Les entrepreneurs hôtes de l'Algérie représentent divers secteurs d'activité et notamment les banques, assurances et cabinets d'affaires, le bâtiment, les travaux publics, la santé, l'eau et l'environnement, l'énergie et les mines, les services aux entreprises, les transports, les NTIC, le tourisme, l'agroalimentaire, et la défense.

Un déplacement en force d'entreprises de l'Hexagone et qui veut renforcer une implantation actuelle à Alger de 180 entreprises françaises.

A rappeler que le réseau MEDEF fédère plus de 700.000 entreprises qui emploient plus de 15 millions de salariés. Il constitue le premier réseau d'entrepreneurs de France avec 85 fédérations professionnelles qui regroupent les entreprises d'un même secteur d'activité et 155 représentations territoriales qui regroupent les entreprises au niveau local. Une visite dont la thématique a été à l'ordre du jour d'une conférence de presse tenue hier en début de soirée à l'hôtel Sofitel.

Chérif Bennaceur